

Italie : une puissance qui s'ignore en Méditerranée ?

Curieuse Italie : bordée par la mer, mais sans réelle puissance maritime. Avec une faible tradition étatique, mais un véritable sentiment national et une industrie manufacturière puissante. Décidément, l'Italie est bien différente de la France. Entretien avec Federico Petroni, rédacteur à la revue *Limes*, pour tenter d'éclairer la nature de cette puissance méconnue.

Propos recueillis par Jean-Baptiste Noé

Limes est l'une des revues de géopolitique les plus influentes en Europe. On connaît les écoles de géopolitique françaises, anglo-saxonnes et allemandes, mais existe-t-il une école italienne de géopolitique ?

L'Italie est très en retard dans le développement d'une voie nationale vers la géopolitique.

La géopolitique est une pensée étatique, une tradition accumulée au fil des siècles. Ce n'est pas une coïncidence si les peuples avec le plus de profondeur historique sont aussi les plus sophistiqués en matière de réflexion tactique, stratégique et géopolitique. Je pense aux Perses, aux Turcs, aux Britanniques, aux Japonais, aux Français. Les Américains sont une jeune nation, et leur écrasante puissance militaire, financière, culturelle, anthropologique leur a permis de se passer de géopolitique – du moins jusqu'à présent. Et en tout cas, ils ont un État capable. Pour l'Italie, il faut noter que la tradition étatique est beaucoup moins forte, en fait absente pendant de longs siècles jusqu'à l'unification

de 1861. La péninsule a longtemps été divisée, soumise à des puissances extérieures et, surtout, dirigée par des classes dirigeantes étrangères. Mais si vous ne contrôlez pas la *res publica*, vous ne pouvez pas développer et transmettre la pensée stratégique nécessaire pour créer une ou plusieurs écoles de géopolitique. Le cas de l'Allemagne est différent, car dans les États allemands de l'ère pré-Empire, la participation du personnel allemand à la gestion de l'État était beaucoup plus importante.

Un autre aspect à prendre en compte est qu'à partir de l'unification de l'Italie, il n'y a pas eu un seul État, mais au moins deux : le tournant décisif est 1943, lorsque la classe étatique de l'après-Risorgimento s'est également effondrée avec le régime fasciste.

De plus, le retard de l'Italie est dû au stigmate d'être une puissance ennemie vaincue pendant la Seconde Guerre mondiale, un conflit qui influence encore le rang et les rôles attribués aux acteurs géopolitiques. L'entrée dans la sphère d'influence américaine en

tant que puissance vaincue a réduit la marge de manœuvre stratégique de l'Italie : si vous ne vous occupez pas de votre propre sécurité, vous n'avez aucune raison de penser géopolitiquement. De plus, ce terme était devenu tabou après la Seconde Guerre mondiale, coupable de servir le nazi-fascisme. Aujourd'hui encore, certains, dans ce pays, accusent la géopolitique d'être de droite, alors qu'il s'agit d'une simple méthode d'analyse des conflits entre puissances qui ne doit avoir aucune caractérisation politique.

Existe-t-il une « nation » italienne et si oui, sur quoi se fonde-t-elle ?

L'Italie est certainement une nation, et même plus homogène qu'elle n'aime le croire. Elle est fondée sur une langue commune et incontestée, ce n'est pas pour rien que toute autre langue parlée est reléguée au rang de dialecte. Une seule religion est professée : bien que beaucoup moins de personnes soient croyantes, la culture catholique nous imprègne. Tout le monde consomme les mêmes produits culturels, de la télévision à TikTok. Il n'y a pas de séparatisme : les particularismes sont simplement de nature folklorique. Nous n'avons pas de Corse, d'Écosse, de Catalogne, ni même de Bavière, et encore moins de Donbass. Nous n'avons pas d'autres peuples à l'intérieur de nos frontières, à l'exception de très petites minorités bien protégées. Les personnes d'origine étrangère ne sont pas encore si nombreuses et si mal intégrées qu'elles constituent un problème comme en France. Les stéréo-

types sur les sudistes sont depuis longtemps passés de mode, ils ne font plus rire personne. Les différences internes (indéniables) concernent le développement économique et civique. Le retard du sud ne génère pas de demandes d'indépendance. Les régions du nord ne veulent pas redistribuer leur excédent économique aux régions du sud, mais cela reste confiné à des affrontements administratifs. On ne parle plus de colonialisme interne, pas comme en Allemagne entre l'ouest et l'ancienne RDA. La preuve la plus frappante de l'homogénéité italienne est que nous restons ensemble malgré le peu d'État.

L'Italie a été l'un des pays les plus pro-européens, notamment avec la démocratie chrétienne. Aujourd'hui, on a l'impression que l'idée d'Europe s'est amoindrie. Que reste-t-il de l'Europe dans la politique italienne actuelle ?

Pour nous, l'Europe a toujours été un acte de foi. Nous l'avons rêvé pour qu'il nous fasse faire les choses que nous étions incapables de faire nous-mêmes. Parce que cela nous aiderait à surmonter le déficit de notre État. Elle a également servi à relégitimer l'Italie après sa défaite dans la guerre (idée de De Gasperi), en donnant de la crédibilité à la République italienne en tant qu'acteur géopolitique

responsable et fiable. Le problème est que lorsque la guerre froide a pris fin, l'Italie est devenue moins pertinente et les règles du jeu moins claires. Entretemps, les partis ont disparu, emportés par la crise de Tangentopoli au début des années 1990. Tout cela a entraîné une grande confusion stratégique. L'Europe était considérée comme une bouée de sauvetage, pour que quelqu'un nous dise quoi faire, puisque les Américains ne nous le disaient plus. La classe dirigeante a appelé ce concept « contrainte externe ».

Dans ce contexte, il est logique que la population ait toujours eu d'énormes attentes vis-à-vis de cette Europe. Pour nous, l'Europe est le dépassement de l'État-nation, nous voulons vraiment nous dissoudre dans une véritable entité supranationale. Le problème est que les autres n'en veulent pas, et qu'il est assez difficile de créer une nation européenne. Nous nous efforçons de concevoir l'Union européenne comme un moyen de mieux réaliser nos intérêts plutôt que comme une fin en soi. Bien sûr, notre enthousiasme naïf a fait ensuite place à d'amères déceptions et à des courants qui vont jusqu'à remettre en question l'UE elle-même. Au moins, une prise de conscience de la nécessité de créer un noyau au sein de l'UE avec

les pays les plus proches de nous afin de poursuivre des intérêts communs : France, Allemagne, Espagne.

L'Italie a souvent été un laboratoire politique pour l'Europe : la démocratie chrétienne dans les années 1950, le populisme dans les années 2010. Cette notion de populisme est-elle encore d'actualité en Italie, et si oui comment le définiriez-vous ?

Je ne considère pas le terme « populisme » comme une catégorie d'analyse utile. Tous les politiciens d'aujourd'hui sont des populistes, certains plus, d'autres moins. De même que la catégorie « souverainiste » n'est pas utile, car elle fait croire aux électeurs qu'ils peuvent récupérer la souveraineté dans un satellite de la plus grande puissance de la planète et dans un pays qui doit partager des choix et des processus avec ses voisins et alliés. En fait, nous assistons à une nouvelle vague de nationalisme, mais avec un ton différent : il n'est pas agressif, il ne prêche pas l'usage de la force, mais plutôt un repli scabreux, un isolement du reste du monde. C'est un nationalisme lunaire, car il repose sur l'illusion qu'un pays au centre de la Méditerranée, riche, avec des bases américaines, une dette énorme, un pied en Europe et l'autre en Afrique, avec le



Castel dell'Ovo, Naples. Un palimpseste de l'histoire de la ville.